

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 3 ΙΟΥΝΙΟΥ 1988	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 116

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1782

Κύρωση της Σύμβασης κατά των βασανιστηρίων και άλλων τρόπων σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση κατά των βασανιστηρίων και άλλων τρόπων σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας, που υπογράφηκε στη Νέα Υόρκη στις 10 Δεκεμβρίου 1984 και της οποίας το κείμενο, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Les Etats parties à la présente Convention,

Considérant que, conformément aux principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits procèdent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Considérant que les Etats sont tenus, en vertu de la Charte, en particulier de l'Article 55, d'encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Tenant compte de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prescrivent tous deux que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Tenant compte également de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1975,

Désireux d'accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Aux fins de la présente Convention, le terme «torture» désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

2. Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.

Article 2

1. Tout Etat partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.

2. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.

3. L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoqué pour justifier la torture.

Article 3

1. Aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

2. Pour déterminer s' il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations partinentes, y compris, le cas échéant, de l' existence, dans l' Etat intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l' homme, graves, flagrantes ou massives.

Article 4

1. Tout Etat partie veille à ce que tous les actes de torture constituent des infractions au regard de son droit pénal. Il en est de même de la tentative de pratiquer la torture ou de tout acte commis par n' importe quelle personne qui constitue une complicité ou une participation à l' acte de torture.

2. Tout Etat partie rend ces infractions passibles de peines appropriées qui prennent en considération leur gravité.

Article 5

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l' article 4 dans les cas suivants :

a) Quand l' infraction a été commise sur tout territoire sous la juridiction dudit Etat ou à bord d' aéronefs ou de navires immatriculés dans cet Etat;

b) Quand l' auteur présumé de l' infraction est un ressortissant dudit Etat;

c) Quand la victime est un ressortissant dudit Etat et que ce dernier le juge approprié.

2. Tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions dans le cas où l' auteur présumé de celles-ci se trouve sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit Etat ne l' extrade pas conformément à l' article 8 vers l' un des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

Article 6

1. S' il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction visée à l' article 4 assure la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures juridiques nécessaires pour assurer sa présence. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l' engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. Ledit Etat procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1 du présent article peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l' Etat dont elle a la nationalité ou, s' il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'Etat où elle réside habituellement.

4. Lorsqu' un Etat a mis une personne en détention, conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention et des circonstances qui la justifient les Etats visés au parafraphe

1 de l' article 5. L' Etat qui procède á l' enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats et leur indique s' il entend exercer sa compétence.

Article 7

1. L' Etat partie sur le territoire sous la juridiction duquel l'auteur présumé d'une infraction visée á l' article 4 est découvert, s' il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, dans les cas visés à l' article 5, á ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

2. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de caractère grave en vertu du droit de cet Etat. Dans les cas visés au paragraphe 2 de l' article 5, les régles de preuve qui s'appliquent aux poursuites et à la condamnation ne sont en aucune façon moins rigoureuses que celles qui s' appliquent dans les cas visés au paragraphe 1 de l' article 5.

3. Toute personne poursuivie pour l' une quelconque des infractions visées à l'article 4 bénéficie de la garantie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 8

1. Les infractions visées à l'article 4 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent à comprendre lesdites infractions dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissant lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire sous la juridiction des Etats tenus d'établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

Article 9

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 4, y compris en ce qui concerne la communication de tous les élements de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les Etats parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux.

Article 10

1. Tout Etat partie veille à ce que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans a garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit.

2. Tout Etat partie incorpore ladite interdiction aux règles ou instructions édictées en ce qui concerne les obligations et les attributions de telles personnes.

Article 11

Tout Etat partie exerce une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées de quelque façon que ce soit sur tout territoire sous sa juridiction, en vue d'éviter tout cas de torture.

Article 12

Tout Etat partie veille á ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement á une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction.

Article 13

Tout Etat partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit Etat qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.

Article 14

1. Tout Etat partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible. En cas de mort de la victime résultant d'un acte de torture, les ayants cause de celle-ci ont droit à indemnisation.

2. Le présent article n'exclut aucun droit á indemnisation qu'aurait la victime ou toute autre personne en vertu des lois nationales.

Article 15

Tout Etat partie veille á ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture établir qu'une déclaration a été faite.

Article 16

1. Tout Etat partie s'engage à interdire dans tout territoire sous sa juridiction d'autres actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne sont pas des actes de torture telle qu'elle est définie à l'article premier lorsque de tels actes sont commis par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant á titre officiel, ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. En particulier, les obligations énoncées aux articles 10, 11, 12 et 13 sont applicables moyennant le remplacement de la mention de la torture par la mention d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2. Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice des dispositions de tout autre instrument international ou de la loi nationale qui interdisent les

peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou qui ont trait à l'extradition ou à l'expulsion.

DEUXIEME PARTIE

Article 17

1. Il est institué un Comité contre la torture (ci-après dénommé le Comité) qui a les fonctions définies ci-après. Le Comité est composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, qui siègent à titre personnel. Les experts sont élus par les Etats parties, compte tenu d'une répartition géographique équitable et de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques persounes ayant une expérience juridique.

2. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un candidat choisi parmi ses ressortissants. Les Etats parties tiennent compte de l'intérêt qu'il y a à designer des candidats qui soient également membres du Comité des droits de l'homme institué un vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui soient disposés à siéger au Comité contre la torture.

3. Les membres du Comité sont élus au cours de réunions biennales des Etats parties convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. A ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties. sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

4. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux Etats parties pour les inviter à présenter leurs candidatures dans un délai de trois mois. Le Secrétaire général dresse une liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des Etats parties qui les ont désignés, et la communique aux Etats parties.

5. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection prendra fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces cinq membres sera tiré au sort par le président de la réunion mentionnée au paragraphe 3 du présent article.

6. Si un membre du Comité décède, se démet de ses fonctions ou n' est plus en mesure pour quelque autre raison de s' acquitter de ses attributions au Comité, l' Etat partie qui l'a désigné nomme parmi ses ressortissants un autre expert qui siège au Comité pour la partie du mandat restant à courir, sous réserve de l'approbation de la majorité des Etats parties. Cette approbation est considérée comme acquise à moins que la moitié des Etats parties ou davantage n' émettent une opinion défavorable dans un délai de six semaines à compter du moment où ils ont été informés par le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies de la nomination proposée.

7. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s' acquittent de fonctions au Comité.

Article 18

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir notamment les dispositions suivantes :

a) Le quorum est de six membres;

b) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

3. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les installations matérielles qui lui sont nécessaires pour s' acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

4. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité pour la première réunion. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

5. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses occasionnées par la tenue de réunions des Etats parties et du Comité, y compris le remboursement à l' Organisation des Nations Unies de tous frais, tels que dépenses de personnel et coût d' installations matérielles, que l' Organisation aura engagés conformément au paragraphe 3 du présent article.

Article 19

1. Les Etats parties présentent au Comité, par l' entremise du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, des rapports sur les mesures qu' ils ont prises pour donner effet à leurs engagements en vertu de la présente Convention, dans un délai d'un an à compter de l' entrée en vigueur de la Convention pour l'Etat partie intéressé. Les Etats parties présentent ensuite des rapports complémentaires tous les quatre ans sur toutes nouvelles mesures prises, et tous autres rapports demandés par le Comité.

2. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies transmet les rapports à tous les Etats parties.

3. Chaque rapport est étudié par le Comité, qui peut faire les commentaires d'ordre général sur le rapport qu' il estime appropriés et qui transmet lesdits commentaires à l' Etat partie intéressé. Cet Etat partie peut communiquer en réponse au Comité toutes observations qu' il juge utiles.

4. Le Comité peut, à sa discrétion, décider de reproduire dans le rapport annuel qu' il établit conformément à l'article 24 tous commentaires formulés par lui en vertu du paragraphe 3 du présent article, accompagnés des observations reçues à ce sujet de l. Etat partie intéressé. Si l' Etat partie intéressé le demande, le Comité peut aussi reproduire le rappor présenté au titre du paragraphe 1 du présent artielet

Article 20

1. Si le Comité reçoit des reseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement sur le territoire d'un Etat partie, il invite ledit Etat à coopérer dans l' examen des renseignements et, à cette fin, à lui faire part de ses observations à ce sujet.

2. En tenant compte de toutes observations éventuellement présentées par l'Etat partie intéressé et de tous autres renseignements pertinents dont il dispose, le Comité peut, s'il juge que cela se justifie

charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à une enquête confidentielle et de lui faire rapport d'urgence.

3. Si une enquête est faite en vertu du paragraphe 2 du présent article, le Comité recherche la coopération de l' Etat partie intéressé. En accord avec cet Etat partie, l'enquête peut comporter une visite sur son territoire.

4. Après avoir examiné les conclusions du membre ou des membres qui lui sont soumises conformément au paragraphe 2 du présent article, le Comité transmet ces conclusions à l' Etat partie intéressé, avec tous commentaires ou suggestions qu' il juge appropriés compte tenu de la situation.

5. Tous les travaux du Comité dont il est fait mention aux paragraphes 1 à 4 du présent article sont confidentiels et, à toutes les étapes des travaux, on s'efforce d'obtenir la coopération de l'Etat partie. Une fois achevés ces travaux relatifs à une enquête menée en vertu du paragraphe 2, le Comité peut, après consultations avec l'Etat partie intéressé, décider de faire figurer un compte rendu succinct des résultats des travaux dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l' article 24.

Article 21

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu' un autre Etat partie ne s' acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues en vertu du présent article :

a) Si un Etat partie à la présente Convention estime qu' un autre Etat également partie à la Convention n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la communication, l' Etat destinataire fera tenir à l' Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites élucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;

b) Si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l' Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité, ainsi qu' à l'autre Etat intéressé;

c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise en vertu du présent article qu'après s' être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s' applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ni dans les cas où il est peu probable que les procédures de recours donneraient satisfaction à la personne qui est la victime de la violation de la présente Convention;

d) Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;

e) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect des obligations prévues par la présente Convention. A cette fin, le Comité peut, s'il l'estime opportun, établir une commission de conciliation ad hoc;

f) Dans toute affaire qui lui est soumise en vertu du présent article, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), de lui fournir tout renseignement pertinent;

g) Les Etats parties intéressés, visés à l'alinéa b), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme;

h) Le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa b) :

i) Si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne dans son rapport à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;

ii) Si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa e), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits; le texts des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 22

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un Etat partie, des dispositions de la Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration.

2. Le Comité déclare irrecevable toute communication soumise en vertu du présent article qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de soumettre de telles communications, ou être incompatible avec les dispositions de la présente Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, le Comité porte toute communication qui lui est soumise en vertu du présent article à l'attention de l'Etat partie à la présente Convention qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 et a prétendument violé l' une

quelconque des dispositions de la Convention. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

4. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent article en tenant compte de toutes les informations qui lui sont soumises par ou pour le compte du particulier et par l'Etat partie intéressé.

5. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier conformément au présent article sans s'être assuré que :

a) La même question n'a pas été et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d' enquête ou de règlement;

b) Le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles; cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables ou s'il est peu probable qu'elles donneraient satisfaction au particulier qui est la victime d'une violation de la présente Convention.

6. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent article.

7. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

8. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque cinq Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication soumise par ou pour le compte d'un particulier ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration.

Article 23

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation ad hoc qui pourraient être nommés conformément à l'lanéa e) du paragraphe 1 de l'article 21 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 24

Le Comité présente aux Etats parties et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un rapport annuel sur les activités qu'il aura entreprises en application de la présente Convention.

TROISIEME PARTIE

Article 25

2. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats.

2. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 26

Tous les Etats peuvent adhérer à la présente Convention. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 27

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour tout Etat qui ratifiera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 28

1. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne reconnaît pas la compétence accordée au Comité aux termes de l'article 20.

2. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 29

1. Tout Etat partie à la présente Convention pourra proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communiquera la proposition d'amendement aux Etats parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à l'organisation d'une conférence d'Etats parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date d'une telle communication, le tiers au moins des Etats parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général organisera la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majrité des Etats parties présents et votants à la conférence sera soumis par le Secrétaire général à l'acceptation de tous les Etats parties.

2. Un amendement adopté selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsque les deux tiers des Etats parties à la présente Convention auront informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'ils l'ont accepté conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

3. Lorsque les amendements entreront en vigueur, ils auront force obligatoire pour les Etats parties qui les auront acceptés, les autres Etats parties demeurant liés par les dispositions de la présente Convention et par tous amendements antérieurs qu'ils auront acceptés.

Article 30

1. Tous différend entre deux ou plus des Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Ju-

stice en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Chaque Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats partics nc seront pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 31

1. Un Etat partie pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.

2. Une telle dénonciation ne libérera pas l'Etat partie des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention en ce qui concerne tout acte ou toute omission commis avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.

3. Après la date à laquelle la dénonciation par un Etat partie prend effet, le Comité n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet Etat.

Article 32

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou y auront adhéré :

a) Les signatures, les ratifications et les adhésions reçues en application des articles 25 et 26;

b) La date d'entrée en vigueur de la Convention en application de l'article 27 et la date d'entrée en vigueur de tout amendement cn application de l'article 29;

c) Les dénonciations reçues en application de l' article 31.

Article 33

1. La présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats.

Σύμβαση κατά των βασανιστηρίων και άλλων τρόπων σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας.

Τα κράτη - Μέρη αυτής της σύμβασης:

Λαμβάνοντας υπόψη το ότι, σύμφωνα με τις αρχές που διακηρύσσονται στον Καταστατικό Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, η αναγνώριση των ίσων και αναπαλλοτρίωτων δικαιωμάτων όλων των μελών της ανθρώπινης οικογένειας είναι το θεμέλιο της ελευθερίας, της δικαιοσύνης και της ειρήνης στον κόσμο,

Αναγνωρίζοντας, ότι αυτά τα δικαιώματα πηγάζουν από την έμφυτη αξιοπρέπεια του ανθρώπου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υποχρέωση των κρατών που απορρέει από τον Καταστατικό Χάρτη, ιδιαίτερα το άρθρο 55, να ενθαρρύνουν τον παγκόσμιο σεβασμό και την τήρηση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και των θεμελιωδών ελευθεριών,

Έχοντας υπόψη το άρθρο 5 της Οικουμενικής Διακήρυξης των Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων και το άρθρο 7 του Διεθνούς Συμφώνου για τα Αστικά και Πολιτικά Δικαιώματα, που και τα δύο προβλέπουν ότι κανένας δεν μπορεί να υποβάλλεται σε βασανιστήρια ή σε άλλους τρόπους σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας,

Έχοντας, επίσης υπόψη, τη Διακήρυξη για την προστασία όλων των προσώπων από τα βασανιστήρια και από άλλους τρόπους σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας, που υιοθετήθηκε από τη Γενική Συνέλευση στις 9 Δεκεμβρίου 1975,

Θεωρώντας επιθυμητό να γίνει περισσότερο αποτελεσματικός ο αγώνας κατά των βασανιστηρίων και των άλλων τρόπων σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας σε όλον τον κόσμο.

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟ

Άρθρο 1

1. Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης, ο όρος «βασανιστήρια» σημαίνει κάθε πράξη με την οποία, σωματικός ή ψυχικός πόνος ή έντονη οδύνη επιβάλλονται με πρόθεση σ' ένα πρόσωπο, με σκοπό ιδίως να αποκτηθούν απ' αυτό ή από τρίτο πρόσωπο πληροφορίες ή ομολογίες, να τιμωρηθεί για μια πράξη που αυτό ή τρίτο πρόσωπο έχει διαπράξει ή είναι ύποπτο ότι την έχει διαπράξει, να εκφοβισθεί ή εξαναγκασθεί αυτός ή τρίτο πρόσωπο, ή για κάθε άλλο λόγο που βασίζεται σε διάκριση οποιασδήποτε μορφής, εφ' όσον ένας τέτοιος πόνος ή οδύνη επιβάλλονται από δημόσιο λειτουργό ή κάθε άλλο πρόσωπο που ενεργεί με επίσημη ιδιότητα ή με την υποκίνηση ή τη συναίνεση ή την ανοχή του. Δεν περιλαμβάνονται ο πόνος ή η οδύνη που προέρχονται μόνον από πράξεις συμφυείς ή παρεμπίπτουσες προς νόμιμες κυρώσεις.

2. Αυτό το άρθρο δεν θίγει την εφαρμογή οποιωνδήποτε διεθνών συμφωνιών ή εθνικών νόμων που περιλαμβάνουν ή μπορεί να περιλάβουν διατάξεις ευρύτερης εφαρμογής.

Άρθρο 2

1. Κάθε κράτος—Μέρος λαμβάνει αποτελεσματικά νομοθετικά, διοικητικά, δικαστικά ή άλλα μέτρα για να προλαμβάνει πράξεις βασανιστηρίων σε κάθε εδαφική περιοχή που υπάγεται στη δικαιοδοσία του.

2. Καμιά απολύτως εξαιρετική περίσταση, είτε αποτελεί κατάσταση πολέμου ή απειλή πολέμου, εσωτερική πολιτική αστάθεια ή κάθε άλλη κατάσταση ανάγκης, δεν μπορεί να προβληθεί ως δικαιολογία για βασανιστήρια.

3. Εντολή προϊσταμένου ή δημόσιας αρχής δεν μπορεί να προβληθεί ως δικαιολογία για βασανιστήρια.

Άρθρο 3

1. Κανένα κράτος - Μέρος δε θα απελαύνει, δε θα επαναπροωθεί («REFOULER») ούτε θα εκδίδει πρόσωπο σε άλλο κράτος, όπου υπάρχουν ουσιώδεις λόγοι να πιστεύεται ότι αυτό το πρόσωπο θα κινδυνεύσει να υποστεί βασανιστήρια.

2. Με σκοπό να καθοριστεί, αν υπάρχουν αυτοί οι λόγοι, οι αρμόδιες αρχές θα λάβουν υπόψη όλα τα σχετικά στοιχεία, που περιλαμβάνουν, ενδεχομένως, την ύπαρξη στο κράτος για το οποίο πρόκειται ενός συνόλου συστηματικών, σοβαρών, κατάφωρων ή μαζικών παραβιάσεων των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Άρθρο 4

1. Κάθε κράτος - Μέρος μεριμνά, ώστε όλες οι πράξεις βασανιστηρίων να αποτελούν εγκλήματα σύμφωνα με το ποινικό του δίκαιο. Το ίδιο ισχύει για την απόπειρα διάπραξης βασανιστηρίων ή για κάθε πράξη οποιουδήποτε προσώπου που συνιστά συνέργεια ή συμμετοχή σε βασανιστήρια.

2. Κάθε κράτος Μέρος προβλέπει για τα εγκλήματα αυτά κατάλληλες ποινές, για τον καθορισμό των οποίων λαμβάνεται υπόψη ο σοβαρός χαρακτήρας αυτών των εγκλημάτων.

Άρθρο 5

1. Κάθε κράτος - Μέρος λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για τη θεμελίωση της δικαιοδοσίας του στα εγκλήματα που αναφέρονται στο άρθρο 4 στις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) όταν το έγκλημα διαπράχθηκε σε οποιαδήποτε εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του, ή σε πλοίο ή αεροσκάφος που είναι εγγεγραμμένο σ' αυτό το κράτος,

β) όταν ο θεωρούμενος ως δράστης είναι υπήκοος αυτού του κράτους,

γ) όταν το θύμα είναι υπήκοος αυτού του κράτους και το κράτος αυτό το θεωρεί αναγκαίο.

2. Κάθε κράτος - Μέρος λαμβάνει επίσης τα αναγκαία μέτρα για τη θεμελίωση της δικαιοδοσίας του σ' αυτά τα εγκλήματα στις περιπτώσεις που ο θεωρούμενος ως δράστης βρίσκεται σε οποιαδήποτε εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του και το κράτος αυτό δεν τον εκδίδει, σύμφωνα με το άρθρο 8, σε ένα από τα κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 αυτού του άρθρου.

3. Αυτή η σύμβαση δεν αποκλείει την ποινική δικαιοδοσία που ασκείται σύμφωνα με το εσωτερικό δίκαιο.

Άρθρο 6

1. Εάν κρίνεται, μετά από εξέταση των πληροφοριών που έχει στη διάθεσή του, ότι οι περιστάσεις το δικαιολογούν, κάθε κράτος—Μέρος, στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ένα πρόσωπο που θεωρείται ότι έχει διαπράξει κάποιο έγκλημα απ' αυτά που αναφέρονται στο άρθρο 4, το θέτει υπό κράτηση ή λαβαίνει κάθε άλλο νόμιμο μέτρο, αναγκαίο για την εξασφάλιση της παρουσίας του. Αυτή η κράτηση και τα άλλα νόμιμα μέτρα πρέπει να είναι σύμφωνα με τη νομοθεσία αυτού του κράτους, αλλά δεν μπορεί να συνεχίζονται παρά μόνο για όσο χρονικό διάστημα είναι αναγκαίο για την άσκηση ποινικής δίωξης ή της διαδικασίας έκδοσης.

2. Αυτό το κράτος προβαίνει αμέσως σε μια προκαταρτική έρευνα των πραγματικών περιστατικών.

3. Κάθε πρόσωπο που βρίσκεται σε κράτηση, σε εφαρμογή της παραγράφου 1 αυτού του άρθρου, μπορεί να επικοινωνεί αμέσως με τον πλησιέστερο αρμόδιο αντιπρόσωπο του κράτους του οποίου είναι υπήκοος ή, αν δεν έχει υπηκοότητα, με τον αντιπρόσωπο του κράτους όπου συνήθως διαμένει.

4. Όταν ένα κράτος, σύμφωνα με αυτό το άρθρο, έχει θέσει ένα πρόσωπο υπό κράτηση, γνωστοποιεί αμέσως στα κράτη που αναφέρονται στο άρθρο 5, παράγραφος 1, το γεγονός ότι αυτό το πρόσωπο κρατείται και τις συνθήκες που δικαιολογούν την κράτησή του. Το κράτος που προβαίνει στην προκαταρκτική έρευνα, που προβλέπεται στην παράγραφο 2 αυτού του άρθρου,

αναφέρει αμέσως τα αποτελέσματα των ερευνών του στα ανωτέρω κράτη και τους δηλώνει, αν σκοπεύει να ασκήσει τη δικαιοδοσία του.

Άρθρο 7

1. Το κράτος-Μέρος, στην εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του οποίου βρίσκεται το πρόσωπο που θεωρείται ότι έχει διαπράξει ένα έγκλημα απ' αυτά που αναφέρονται στο άρθρο 4, αν δεν το εκδώσει, διαβιβάζει την υπόθεση στις περιπτώσεις που προβλέπονται στο άρθρο 5 στις αρμόδιες αρχές του με σκοπό την ποινική δίωξη.

2. Αυτές οι αρχές λαμβάνουν την απόφασή τους κατά τον ίδιο τρόπο, όπως στην περίπτωση κάθε κοινού σοβαρού εγκλήματος, σύμφωνα με το δίκαιο αυτού του κράτους. Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 5, παράγραφος 2, οι κανόνες της απόδειξης που εφαρμόζονται στην ποινική δίωξη και την καταδίκη δεν είναι με κανένα τρόπο λιγότερο αυστηροί από εκείνους που εφαρμόζονται στις περιπτώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 5, παράγραφος 1.

3. Κάθε πρόσωπο, το οποίο διώκεται σε σχέση με οποιοδήποτε από τα εγκλήματα που αναφέρονται στο άρθρο 4, απολαμβάνει τις εγγυήσεις μιας δίκαιης μεταχείρισης σε όλα τα στάδια της διαδικασίας.

Άρθρο 8

1. Τα εγκλήματα που αναφέρονται στο άρθρο 4 περιλαμβάνονται αυτοδίκαια σε κάθε συνθήκη έκδοσης που υπάρχει μεταξύ των κρατών - Μερών. Τα κράτη Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να περιλαμβάνουν αυτά τα εγκλήματα σε κάθε σύμβαση έκδοσης που πρόκειται να συναφθεί μεταξύ τους.

2. Αν ένα κράτος - Μέρος, που εξαρτά την έκδοση από την ύπαρξη μιας συνθήκης, λάβει μία αίτηση για έκδοση από ένα άλλο κράτος - Μέρος με το οποίο δεν έχει συνθήκη έκδοσης, μπορεί να θεωρήσει αυτή τη σύμβαση ως τη νομική βάση για την έκδοση γι' αυτά τα εγκλήματα. Η έκδοση θα υπόκειται στους λοιπούς όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του κράτους που λαβαίνει την αίτηση.

3. Τα κράτη - Μέρη που δεν εξαρτούν την έκδοση από την ύπαρξη συνθήκης αναγνωρίζουν αυτά τα εγκλήματα ως εγκλήματα για τα οποία επιτρέπεται η έκδοση μεταξύ τους, με τους όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του κράτους που λαβαίνει την αίτηση.

4. Αυτά τα εγκλήματα αντιμετωπίζονται για το σκοπό της έκδοσης μεταξύ των κρατών - Μερών, σαν να είχαν διαπραχθεί τόσο στον τόπο στον οποίο διαπράχθηκαν, όσο και στις εδαφικές περιοχές των κρατών που υποχρεούνται να θεμελιώσουν τη δικαιοδοσία τους σύμφωνα με το άρθρο 5, παράγραφος 1.

Άρθρο 9

1. Τα κράτη - Μέρη παρέχουν μεταξύ τους τη μέγιστη δυνατή συνδρομή σε κάθε ποινική διαδικασία που ασκείται αναφορικά με τα εγκλήματα που αναφέρονται στο άρθρο 4, στην οποία περιλαμβάνεται η παροχή όλου του αποδεικτικού υλικού που βρίσκεται στη διάθεσή τους και είναι απαραίτητο για τη σχετική διαδικασία.

2. Τα κράτη - Μέρη εκτελούν τις υποχρεώσεις τους, που απορρέουν από την παράγραφο 1 αυτού του άρθρου, σύμφωνα με τις συνθήκες για αμοιβαία δικαστική συνδρομή που μπορεί να υφίστανται μεταξύ τους.

Άρθρο 10

1. Κάθε κράτος - Μέρος μεριμνά, ώστε η εκπαίδευση και η πληροφόρηση η σχετική με την απαγόρευση των βασανιστηρίων να περιλαμβάνεται πλήρως στην επαγγελματική εκπαίδευση του προσωπικού, πολιτικού ή στρατιωτικού, αρμόδιου για την εφαρμογή των νόμων, του ιατρικού προσωπικού, των δημοσίων λειτουργών και των άλλων προσώπων που μπορεί να απασχοληθούν με την κράτηση, ανάκριση ή μεταχείριση κάθε ατόμου που υπόκειται σε κάθε είδους σύλληψη, κράτηση ή φυλάκιση.

2. Κάθε κράτος - Μέρος περιλαμβάνει αυτήν την απαγόρευση στους κανόνες ή τις οδηγίες που εκδίδει σχετικά με τα καθήκοντα και τις αρμοδιότητες αυτών των προσώπων.

Άρθρο 11

Κάθε κράτος - Μέρος ασκεί συστηματική εποπτεία επί των κανόνων, οδηγιών, μεθόδων και πρακτικών ανάκρισης και των διατάξεων που αφορούν την κράτηση και τη μεταχείριση προσώπων που συλλαμβάνονται, κρατούνται ή φυλακίζονται με οποιοδήποτε τρόπο, σε όλες τις εδαφικές περιοχές της δικαιοδοσίας του, με σκοπό την παρεμπόδιση κάθε περίπτωσης βασανιστηρίων.

Άρθρο 12

Κάθε κράτος - Μέρος μεριμνά, ώστε οι αρμόδιες αρχές του να προβαίνουν σε ταχεία και αμερόληπτη έρευνα, οπουδήποτε υπάρχει εύλογη αιτία να πιστεύεται ότι έχει διαπραχθεί μία πράξη βασανιστηρίων σε οποιαδήποτε εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του.

Άρθρο 13

Κάθε κράτος - Μέρος εξασφαλίζει, ώστε κάθε άτομο, που ισχυρίζεται ότι έχει υποστεί βασανιστήρια σε οποιαδήποτε εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του, να έχει το δικαίωμα να προσφεύγει και να ζητά την εξέταση της περίπτωσής του γρήγορα και αμερόληπτα από τις αρμόδιες αρχές του. Θα ληφθούν μέτρα που θα εξασφαλίζουν την προστασία του προσφεύγοντος και των μαρτύρων από κάθε κακή μεταχείριση ή εκφοβισμό ως συνέπεια της προσφυγής τους ή οποιασδήποτε κατάθεσης που δόθηκε.

Άρθρο 14

1. Κάθε κράτος - Μέρος στα πλαίσια του νομικού του συστήματος εγγυάται στο θύμα μιας πράξης βασανιστηρίων το δικαίωμα να επιτύχει αποκατάσταση και να αποζημιωθεί δίκαια και πλήρως, όπου περιλαμβάνονται και τα απαραίτητα μέσα για την κατά το δυνατό πληρέστερη ικανοποίηση. Σε περίπτωση θανάτου του θύματος που προήλθε από μια πράξη βασανιστηρίων οι εκδοχείς του έχουν το δικαίωμα για αποζημίωση.

2. Το άρθρο αυτό δεν αποκλείει τα δικαιώματα του θύματος ή άλλων προσώπων για αποζημίωση που μπορεί να υφίστανται σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο.

Άρθρο 15

Κάθε κράτος - Μέρος μεριμνά, ώστε κάθε κατάθεση η οποία αποδεικνύεται ότι είναι αποτέλεσμα βασανιστηρίων να μη μπορεί να χρησιμοποιηθεί ως αποδεικτικό στοιχείο σε καμία διαδικασία, παρά μόνον εναντίον του προσώπου που κατηγορείται για βασανιστήρια, ως αποδεικτικό στοιχείο ότι έχει γίνει η κατάθεση αυτή.

Άρθρο 16

1. Κάθε κράτος - Μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να εμποδίζει σε οποιαδήποτε εδαφική περιοχή της δικαιοδοσίας του άλλες πράξεις σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας που δεν συνιστούν βασανιστήρια, όπως καθορίζεται στο άρθρο 1, όταν αυτές οι πράξεις γίνονται ή υποκινούνται ή διαπράττονται με τη συναίνεση ή ανοχή ενός δημόσιου υπαλλήλου ή άλλου προσώπου που ενεργεί με επίσημη ιδιότητα. Ιδιαίτερα, οι υποχρεώσεις που περιλαμβάνονται στα άρθρα 10, 11, 12 και 13 εφαρμόζονται με την αντικατάσταση της αναφοράς στα βασανιστήρια με την αναφορά στους άλλους τρόπους σκληρής, απάνθρωπης ή ταπεινωτικής μεταχείρισης ή τιμωρίας.

2. Οι διατάξεις αυτής της σύμβασης δε θίγουν τις διατάξεις οποιασδήποτε άλλης διεθνούς συμφωνίας ή εσωτερι-

κού νόμου που απαγορεύει τη σκληρή, απάνθρωπη ή ταπεινωτική μεταχείριση ή τιμωρία ή που έχει σχέση με την έκδοση ή την απέλαση.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟ

Άρθρο 17

1. Δημιουργείται μια Επιτροπή κατά των βασανιστηρίων (στο εξής θα αποκαλείται Επιτροπή) που έχει τις αρμοδιότητες που προβλέπονται παρακάτω. Η Επιτροπή αποτελείται από δέκα εμπειρογνώμονες υψηλού ήθους και αναγνωρισμένης ειδίκευσης στον τομέα των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, που θα μετέχουν με την προσωπική τους ιδιότητα. Οι εμπειρογνώμονες εκλέγονται από τα κράτη-Μέρη, αφού ληφθεί υπόψη η δίκαιη γεωγραφική κατανομή και ότι είναι συμφέρον να συμμετέχουν στις εργασίες της Επιτροπής μερικά πρόσωπα που έχουν νομική εμπειρία.

2. Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται με μυστική ψηφοφορία από έναν κατάλογο υποψηφίων που ορίζονται από τα κράτη-Μέρη. Κάθε κράτος-Μέρος μπορεί να ορίζει έναν υποψήφιο μεταξύ των υπηκόων του. Τα κράτη-Μέρη λαμβάνουν υπόψη ότι είναι συμφέρον να υποδεικνύουν ως υποψηφίους πρόσωπα που είναι επίσης μέλη της Επιτροπής Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων, που ιδρύθηκε σύμφωνα με το Διεθνές Σύμφωνο για τα Αστικά και Πολιτικά Δικαιώματα και που επιθυμούν να μετάσχουν στην Επιτροπή κατά των βασανιστηρίων.

3. Οι εκλογές των μελών της Επιτροπής γίνονται κάθε δύο χρόνια σε συνόδους των κρατών-Μερών που συγκαλούνται από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Σ' αυτές τις συνόδους, για τις οποίες τα δύο τρίτα των κρατών-Μερών αποτελούν απαρτία, οι υποψήφιοι που εκλέγονται στην Επιτροπή είναι εκείνοι που λαμβάνουν το μεγαλύτερο αριθμό των ψήφων και την απόλυτη πλειοψηφία των ψήφων των αντιπροσώπων των κρατών-Μερών που είναι παρόντα και ψηφίζουν.

4. Η πρώτη εκλογή θα γίνει το αργότερο έξι μήνες μετά την ημερομηνία που αυτή η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει. Τουλάχιστον τέσσερις μήνες πριν την ημερομηνία κάθε εκλογής, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών απευθύνει επιστολή στα κράτη-Μέρη προσκαλώντας τα να ορίσουν τους υποψηφίους τους, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών. Ο Γενικός Γραμματέας καταρτίζει, με αλφαβητική σειρά, κατάλογο όλων των υποψηφίων που ορίζονται μ' αυτό τον τρόπο, αναφέροντας τα κράτη-Μέρη που τους έχουν ορίσει και τον κοινοποιεί στα κράτη-Μέρη.

5. Τα μέλη της Επιτροπής εκλέγονται για μία περίοδο τεσσάρων ετών. Μπορούν να επανεκλέγονται αν προταθούν εκ νέου. Εν τούτοις, η θητεία πέντε μελών εκλεγμένων κατά την πρώτη εκλογή θα λήξει στο τέλος των δύο ετών· αμέσως μετά την πρώτη εκλογή τα ονόματα αυτών των πέντε μελών θα επιλεγούν με κλήρωση από τον πρόεδρο της συνόδου που αναφέρεται στην παράγραφο 3 αυτού του άρθρου.

6. Αν ένα μέλος της Επιτροπής αποβιώσει, αποχωρήσει ή για κάποιο άλλο λόγο δεν μπορεί πλέον να εκτελεί τα καθήκοντά του στην Επιτροπή, το κράτος - Μέρος που το όρισε ορίζει έναν άλλον εμπειρογνώμονα από τους υπηκόους του για να υπηρετήσει στην Επιτροπή το υπόλοιπο της θητείας του, εφ' όσον το εγκρίνει η πλειοψηφία των κρατών - Μερών. Η έγκριση θεωρείται ότι δόθηκε, εκτός αν τα μισά ή περισσότερα από τα κράτη - Μέρη απαντήσουν αρνητικά μέσα σε έξι εβδομάδες αφότου τους γνωστοποιηθεί ο προτεινόμενος διορισμός από τον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

7. Οι δαπάνες των μελών της Επιτροπής για το χρονικό διάστημα κατά το οποίο εκτελούν τα καθήκοντά τους βαρύνουν τα κράτη - Μέρη.

Άρθρο 18

1. Η Επιτροπή εκλέγει τα μέλη του γραφείου της για μια περίοδο δύο ετών. Τα μέλη αυτά μπορούν να επανεκλέγονται.

2. Η Επιτροπή καταρτίζει τον εσωτερικό της κανονισμό ο οποίος πάντως περιέχει, κυρίως, τις εξής διατάξεις:
α. έξι μέλη συνιστούν απαρτία,
β. οι αποφάσεις της Επιτροπής λαμβάνονται με πλειοψηφία των παρόντων μελών.

3. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών παρέχει στην Επιτροπή το απαραίτητο προσωπικό και τις εγκαταστάσεις για την αποτελεσματική εκτέλεση των λειτουργιών που της έχουν ανατεθεί, σύμφωνα μ' αυτήν τη σύμβαση.

4. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συγκαλεί την πρώτη σύνοδο της Επιτροπής. Μετά την πρώτη σύνοδο, η Επιτροπή συνέρχεται κατά τα χρονικά διαστήματα που προβλέπονται από τον κανονισμό λειτουργίας της.

5. Τα κράτη - Μέρη είναι υπεύθυνα για τις δαπάνες που γίνονται σε σχέση με τις συνόδους των κρατών - Μερών και της Επιτροπής, στις οποίες περιλαμβάνεται απόδοση χρημάτων προς τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για όλες τις δαπάνες, όπως τα έξοδα του προσωπικού και των εγκαταστάσεων, που θα έχουν αναληφθεί από τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, σύμφωνα με την παράγραφο 3 αυτού του άρθρου.

Άρθρο 19

1. Τα κράτη - Μέρη υποβάλλουν στην Επιτροπή, μέσω του Γεν. Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, εκθέσεις για τα μέτρα που έχουν λάβει για να εκπληρώσουν τις υποχρεώσεις που έχουν αναλάβει μ' αυτήν τη σύμβαση, μέσα σε ένα χρόνο μετά την έναρξη ισχύος της, ως προς το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος. Κατόπιν τα κράτη - Μέρη υποβάλλουν συμπληρωματικές εκθέσεις κάθε τέσσερα χρόνια για κάθε νέο μέτρο που λαμβάνεται, καθώς και οποιεσδήποτε άλλες εκθέσεις που ζητά η Επιτροπή.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών διαβιβάζει τις εκθέσεις σε όλα τα κράτη - Μέρη.

3. Κάθε έκθεση εξετάζεται από την Επιτροπή η οποία μπορεί να κάνει στην έκθεση τα γενικά σχόλια που θεωρεί αναγκαία και τα διαβιβάζει στο ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος. Αυτό το κράτος - Μέρος μπορεί σε απάντηση να ανακοινώσει στην Επιτροπή κάθε παρατήρηση που κρίνει χρήσιμη.

4. Η Επιτροπή μπορεί, κατά την κρίση της, να αποφασίζει να περιλάβει στην ετήσια έκθεσή της που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 24 κάθε σχόλιο που έγινε απ' αυτή, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του άρθρου αυτού, μαζί με τις σχετικές παρατηρήσεις που έχουν ληφθεί από το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος. Αν ζητηθεί από το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος, η Επιτροπή μπορεί επίσης να περιλάβει ένα αντίγραφο της έκθεσης που υποβάλλεται σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού.

Άρθρο 20

1. Αν η Επιτροπή λάβει αξιόπιστες πληροφορίες που θεωρεί ότι περιλαμβάνουν θεμελιωμένες ενδείξεις ότι πραγματοποιούνται βασανιστήρια συστηματικά, στην εδαφική περιοχή ενός κράτους - Μέρους, καλεί αυτό το κράτος - Μέρος να συνεργασθεί στην εξέταση των πληροφοριών και, για το σκοπό αυτό, να υποβάλει τις παρατηρήσεις του ως προς αυτό το θέμα.

2. Λαμβανομένων υπόψη των παρατηρήσεων που τυχόν έχουν υποβληθεί από το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος, καθώς επίσης και κάθε άλλης σχετικής πληροφορίας διαθέσιμης σ' αυτή, η Επιτροπή μπορεί, αν κρίνει ότι αυτό είναι δικαιολογημένο, να αναθέσει σε ένα ή περισσότερα από τα μέλη της να διεξαγάγουν μία εμπιστευτική έρευνα και να συντάξουν επειγόντως έκθεση προς την Επιτροπή.

3. 'Οταν γίνει έρευνα σύμφωνα με την παράγραφο 2 αυτού του άρθρου, η Επιτροπή ζητά τη συνεργασία του ενδιαφερόμενου κράτους - Μέρους. Σε συμφωνία με αυτό το κράτος - Μέρος, αυτή η έρευνα μπορεί να περιλαμβάνει επίσκεψη στην εδαφική περιοχή του.

4. Μετά την εξέταση των πορισμάτων που υποβλήθηκαν από το μέλος ή τα μέλη της, σύμφωνα με την παράγραφο 2 αυτού του άρθρου, η Επιτροπή διαβιβάζει αυτά τα πορίσματα στο ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος, μαζί με κάθε σχόλιο ή υποδείξεις που κρίνει αναγκαίες εν όψει της συγκεκριμένης περίπτωσης.

5. 'Ολες οι διαδικασίες της Επιτροπής που αναφέρονται στις παραγράφους 1 έως 4 αυτού του άρθρου είναι εμπιστευτικές και, σε όλα τα στάδια των διαδικασιών, επιζητείται η συνεργασία του κράτους - Μέρους. Αφού ολοκληρωθούν αυτές οι διαδικασίες σχετικά με μία έρευνα που γίνεται σύμφωνα με την παρ. 2. η Επιτροπή μπορεί, μετά από διαβουλεύσεις με το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος, να αποφασίσει να περιλάβει μια συνοπτική έκθεση των αποτελεσμάτων των διαδικασιών στην ετήσια έκθεσή της, που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 24.

'Αρθρο 21

1. Κάθε κράτος - Μέρος αυτής της σύμβασης μπορεί σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο να δηλώνει, οποτεδήποτε, ότι αναγνωρίζει την αρμοδιότητα της Επιτροπής να λαμβάνει και να εξετάζει τις ανακοινώσεις με τις οποίες ένα κράτος - Μέρος ισχυρίζεται ότι ένα άλλο κράτος - Μέρος δεν εκπληρώνει τις υποχρεώσεις του που απορρέουν απ' αυτή τη σύμβαση. Αυτές οι ανακοινώσεις μπορεί να λαμβάνονται και να εξετάζονται σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, μόνον αν υποβάλλονται από ένα κράτος - Μέρος που έχει κάνει τη δήλωση ότι αναγνωρίζει, καθ' όσον αφορά αυτό το κράτος, την αρμοδιότητα της Επιτροπής. Η Επιτροπή δεν θα ασχολείται με καμία ανακοίνωση που αφορά ένα κράτος - Μέρος που δεν έχει κάνει μια τέτοια δήλωση. Οι ανακοινώσεις που λαμβάνονται σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο εξετάζονται σύμφωνα με την ακόλουθη διαδικασία:

α. Αν ένα κράτος - Μέρος αυτής της σύμβασης εκτιμά ότι ένα άλλο κράτος επίσης Μέρος της σύμβασης δεν εφαρμόζει τις διατάξεις της, μπορεί, με γραπτή ανακοίνωση, να θέσει το θέμα υπόψη αυτού του κράτους - Μέρους. Μέσα σε τρεις μήνες από τη λήψη της ανακοίνωσης, το κράτος που τη λαμβάνει θα παρέχει στο κράτος που την έστειλε εξηγήσεις ή οποιεσδήποτε άλλες γραπτές διευκρινήσεις, που θα πρέπει να περιλαμβάνουν, στη δυνατή και κατάλληλη έκταση, πληροφορίες για τους δικούς της δικονομικούς κανόνες και για τα ένδικα μέσα, που έχουν χρησιμοποιηθεί ή εκκρεμούν ή προσφέρονται για το θέμα αυτό.

β. Αν το θέμα δεν ρυθμιστεί ικανοποιητικά για τα δύο ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη, μέσα σε έξι μήνες μετά τη λήψη, από το κράτος - αποδέκτη, της πρώτης ανακοίνωσης, καθένα από τα κράτη θα έχει το δικαίωμα να αναφέρει το θέμα στην Επιτροπή, με γνωστοποίηση που δίδεται στην Επιτροπή και στο άλλο κράτος.

γ. Η Επιτροπή μπορεί να ασχοληθεί με το θέμα που της αναφέρθηκε σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, μόνον αφού βεβαιωθεί ότι όλα τα διαθέσιμα εσωτερικά ένδικα μέσα έχουν χρησιμοποιηθεί και εξαντληθεί ως προς το θέμα, σύμφωνα με τις γενικά αναγνωρισμένες αρχές του διεθνούς δικαίου. Αυτός ο κανόνας δεν εφαρμόζεται στις περιπτώσεις που οι διαδικασίες των ένδικων μέσων επιμηκύνονται υπέρμετρα ή όταν υπάρχει μικρή πιθανότητα ότι οι διαδικασίες των ένδικων μέσων θα φέρουν αποτελεσματική ικανοποίηση στο πρόσωπο που είναι το θύμα της παραβίασης αυτής της σύμβασης.

δ. Η Επιτροπή συνεδριάζει κεκλεισμένων των θυρών όταν εξετάζει τις ανακοινώσεις που προβλέπονται απ' αυτό το άρθρο.

ε. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της υποπαραγράφου γ, η Επιτροπή παρέχει τις καλές της υπηρεσίες στα ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη για μία φιλική επίλυση του ζητήματος, με βάση το σεβασμό στις υποχρεώσεις που προβλέπονται από την παρούσα σύμβαση. Γι' αυτόν το σκοπό, η Επιτροπή μπορεί, όπου αυτό ενδείκνυται, να συνιστά μια AD HOC επιτροπή συμφιλίωσης.

στ. Σε κάθε θέμα που υποβάλλεται σ' αυτή σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, η Επιτροπή μπορεί να ζητήσει από τα ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη, που αναφέρονται στην υποπαράγραφο β, να παρέχουν κάθε σχετική πληροφορία.

ζ. Τα ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη, που αναφέρονται στην υποπαράγραφο β, έχουν το δικαίωμα να εκπροσωπούνται όταν το θέμα εξετάζεται από την Επιτροπή και να υποβάλλουν παρατηρήσεις προφορικά ή εγγράφως, ή και με τη μία ή την άλλη μορφή.

η. Η Επιτροπή, μέσα σε δώδεκα μήνες από την ημερομηνία της λήψης της γνωστοποίησης που προβλέπεται στην υποπαράγραφο β, υποβάλλει μία έκθεση:

(ι) αν δίδεται μια λύση, σύμφωνα με τις διατάξεις της υποπαραγράφου (ε), η Επιτροπή περιορίζει την έκθεσή της σε μια περιληπτική αναφορά των γεγονότων και της λύσης που δόθηκε·

(ιι) αν δεν δίδεται λύση, σύμφωνα με τις διατάξεις της υποπαραγράφου ε, η Επιτροπή περιορίζει την έκθεσή της σε μια περιληπτική αναφορά των γεγονότων· τα κείμενα των εγγράφων αναφορών και η καταχώριση των προφορικών που γίνονται από τα ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη επισυνάπτονται στην έκθεση.

Σε κάθε υπόθεση, η έκθεση κοινοποιείται στα ενδιαφερόμενα κράτη - Μέρη.

2. Οι διατάξεις αυτού του άρθρου θα αρχίσουν να ισχύουν όταν πέντε κράτη - Μέρη αυτής της σύμβασης θα έχουν κάνει τη δήλωση που προβλέπεται από την παράγραφο 1 αυτού του άρθρου. Αυτή η δήλωση κατατίθεται από το κράτος - Μέρος στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, που κοινοποιεί αντίγραφο αυτής στα άλλα κράτη - Μέρη. Μία δήλωση μπορεί να αποσυρθεί οποτεδήποτε με γνωστοποίηση προς το Γεν. Γραμματέα. Αυτή η ανάκληση δεν παρεμποδίζει την εξέταση κάθε θέματος που είναι το αντικείμενο μιας κοινοποίησης που ήδη έχει διαβιβασθεί σύμφωνα με αυτό το άρθρο· καμία περαιτέρω κοινοποίηση από κάθε κράτος-Μέρος δε θα λαμβάνεται, σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, μετά τη λήψη από το Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησης ότι η δήλωση έχει ανακληθεί, εκτός αν το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος έχει κάνει μια νέα δήλωση.

'Αρθρο 22

1. Κάθε κράτος - Μέρος αυτής της σύμβασης μπορεί, σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, να δηλώσει οποτεδήποτε ότι αναγνωρίζει την αρμοδιότητα της Επιτροπής να λαμβάνει και να εξετάζει τις ανακοινώσεις από ή προς όφελος ατόμων που υπάγονται στη δικαιοδοσία της και ισχυρίζονται ότι είναι θύματα μιας παραβίασης από ένα κράτος - Μέρος των διατάξεων της σύμβασης. Καμία ανακοίνωση δε λαμβάνεται από την Επιτροπή αν αφορά ένα κράτος - Μέρος που δεν έχει κάνει μια τέτοια δήλωση.

2. Η Επιτροπή θεωρεί απαράδεκτη κάθε ανακοίνωση, που υποβάλλεται σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, που είναι ανώνυμη ή που θεωρεί ότι αποτελεί κατάχρηση του δικαιώματος υποβολής τέτοιων ανακοινώσεων, ή που είναι ασυμβίβαστη με τις διατάξεις αυτής της σύμβασης.

3. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2, η Επιτροπή θέτει κάθε ανακοίνωση που υποβλήθηκε σ' αυτή σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο υπόψη του κράτους - Μέρους αυτής

της σύμβασης, που έχει κάνει μια δήλωση σύμφωνα με την παράγραφο 1 και για το οποίο διατυπώνεται ισχυρισμός ότι παραβιάζει μια οποιαδήποτε διάταξη της σύμβασης. Μέσα σε έξι μήνες, το κράτος-αποδέκτης υποβάλλει στην Επιτροπή έγγραφες εξηγήσεις ή αναφορές που διευκρινίζουν την υπόθεση και κάνουν γνωστά, ενδεχομένως, τα μέτρα αποκατάστασης, που μπορεί να έχουν ληφθεί απ' αυτό το κράτος.

4. Η Επιτροπή εξετάζει τις ανακοινώσεις που λαμβάνονται σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο, παίρνοντας υπόψη της όλες τις πληροφορίες που διατέθηκαν σ' αυτήν από ή προς όφελος του ατόμου και από το ενδιαφερόμενο κράτος - Μέλος.

5. Η Επιτροπή δε θα εξετάζει καμία ατομική ανακοίνωση που γίνεται βάσει του άρθρου αυτού, χωρίς να βεβαιωθεί ότι:

α. το ίδιο θέμα δεν έχει εξεταστεί και δεν εξετάζεται σύμφωνα με κάποια άλλη διαδικασία διεθνούς έρευνας ή διευθέτησης·

β. το άτομο έχει εξαντλήσει όλα τα διαθέσιμα εσωτερικά ένδικα μέσα. Αυτός ο κανόνας δεν εφαρμόζεται στις περιπτώσεις που οι διαδικασίες των ένδικων μέσων επιμηκύνονται υπέρμετρα ή όταν υπάρχει μικρή πιθανότητα ότι θα φέρουν αποτελεσματική ικανοποίηση στο πρόσωπο που είναι το θύμα της παραβίασης αυτής της σύμβασης.

6. Η Επιτροπή συνεδριάζει κεκλεισμένων των θυρών όταν εξετάζει τις ανακοινώσεις που προβλέπονται απ' αυτό το άρθρο.

7. Η Επιτροπή διαβιβάζει τις απόψεις της στο ενδιαφερόμενο κράτος - Μέρος και στο άτομο.

8. Οι διατάξεις αυτού του άρθρου θα αρχίσουν να ισχύουν όταν πέντε κράτη - Μέρη αυτής της σύμβασης θα έχουν κάνει τη δήλωση που προβλέπεται στην παράγραφο 1 αυτού του άρθρου. Αυτή η δήλωση κατατίθεται από το κράτος - Μέρος στον Γεν. Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, που θα κοινοποιήσει αντίγραφό της στα άλλα κράτη - Μέρη. Μια δήλωση μπορεί να αποσυρθεί οποτεδήποτε με γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα. Αυτή η ανάκληση δεν εμποδίζει την εξέταση κάθε θέματος που είναι το αντικείμενο μιας ανακοίνωσης που ήδη έχει διαβιβασθεί, σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο · καμία άλλη ανακοίνωση από ή προς όφελος του ατόμου δε θα λαμβάνεται σύμφωνα μ' αυτό το άρθρο μετά τη λήψη από το Γενικό Γραμματέα της γνωστοποίησης ότι η δήλωση ανακαλείται, εκτός αν το κράτος - Μέρος έχει κάνει μια νέα δήλωση.

Άρθρο 23

Τα μέλη της Επιτροπής και των AD HOC επιτροπών συμφιλίωσης, που μπορεί να διορίζονται σύμφωνα με το άρθρο 21, παράγραφος 1. ε, θα απολαμβάνουν των διευκολύνσεων, των προνομίων και των ασυλιών που αναγνωρίζονται στους εμπειρογνώμονες που βρίσκονται σε αποστολή στον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών, όπως καθορίζεται στα σχετικά μέρη της σύμβασης για τα προνόμια και τις ασυλίες των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 24

Η Επιτροπή υποβάλλει μια ετήσια έκθεση για τις δραστηριότητές της σε εφαρμογή αυτής της σύμβασης, προς τα κράτη - Μέρη και τη Γενική Συνέλευση του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟ

Άρθρο 25

1. Αυτή η σύμβαση είναι ανοιχτή για υπογραφή από όλα τα κράτη.

2. Αυτή η σύμβαση υπόκειται σε επικύρωση. Τα όργανα της επικύρωσης θα κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 26

Αυτή η σύμβαση είναι ανοιχτή για προσχώρηση από όλα τα κράτη. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση ενός οργάνου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 27

1. Αυτή η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία της κατάθεσης στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών του εικοστού οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για κάθε κράτος, που θα επικυρώσει αυτή τη σύμβαση ή που θα προσχωρήσει μετά την κατάθεση του εικοστού οργάνου επικύρωσης ή προσχώρησης, η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία της κατάθεσης απ' αυτό το κράτος του οργάνου του επικύρωσης ή προσχώρησης.

Άρθρο 28

1. Κάθε κράτος θα μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή της επικύρωσης αυτής της σύμβασης ή της προσχώρησης, να δηλώσει ότι δεν αναγνωρίζει την αρμοδιότητα της Επιτροπής που προβλέπεται στο άρθρο 20.

2. Κάθε κράτος - Μέρος, που θα έχει διατυπώσει μια επιφύλαξη σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου, θα μπορεί, οποτεδήποτε, να αποσύρει αυτή την επιφύλαξη με γνωστοποίηση προς τον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 29

1. Κάθε κράτος - Μέρος αυτής της σύμβασης θα μπορεί να προτείνει μια τροποποίηση και να την καταθέσει στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Ο Γενικός Γραμματέας θα ανακοινώσει την προτεινόμενη τροποποίηση στα κράτη - Μέρη αυτής της σύμβασης με το αίτημα να του γνωστοποιήσουν αν είναι υπέρ της διοργάνωσης μιας διάσκεψης των κρατών - Μερών με σκοπό την εξέταση και ψήφιση επί της προτάσεως. Αν στην περίπτωση που μέσα σε τέσσερις μήνες από την ημερομηνία αυτής της ανακοίνωσης τουλάχιστον το ένα τρίτο των κρατών - Μερών είναι υπέρ της διοργάνωσης αυτής της διάσκεψης, ο Γενικός Γραμματέας θα συγκαλέσει τη διάσκεψη υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Κάθε τροποποίηση που υιοθετείται από την πλειοψηφία των κρατών - Μερών που είναι παρόντα και ψηφίζουν στη διάσκεψη θα υποβάλλεται από τον Γενικό Γραμματέα σε όλα τα κράτη - Μέρη για αποδοχή.

2. Μία τροποποίηση που υιοθετείται σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 αυτού του άρθρου θα αρχίσει να ισχύει όταν τα δύο τρίτα των κρατών - Μερών αυτής της σύμβασης θα έχουν κάνει γνωστό στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών ότι την έχουν αποδεχθεί σύμφωνα με τις σχετικές συνταγματικές τους διαδικασίες.

3. Όταν οι τροποποιήσεις αρχίσουν να ισχύουν, θα είναι δεσμευτικές για εκείνα τα κράτη - Μέρη που τις έχουν αποδεχθεί, ενώ τα άλλα κράτη - Μέρη θα παραμείνουν δεσμευμένα από τις διατάξεις αυτής της σύμβασης και από κάθε προηγούμενη τροποποίηση που έχουν αποδεχθεί.

Άρθρο 30

1. Κάθε αμφισβήτηση μεταξύ δύο ή περισσοτέρων κρατών - Μερών που αφορά την ερμηνεία ή την εφαρμογή αυτής της σύμβασης, που δεν μπορεί να διακανονισθεί μέσω διαπραγματεύσεων, με αίτηση ενός απ' αυτά, υποβάλλεται σε διαιτησία. Αν, μέσα σε έξι μήνες από την ημερομηνία της αίτησης για διαιτησία, τα κράτη δεν μπορέσουν να συμφωνήσουν για την οργάνωση της διαιτησίας, καθένα από αυτά τα Μέρη

3. Κάθε κράτος - Μέρος, που θα έχει διατυπώσει μια επιφύλαξη σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου αυτού του άρθρου, θα μπορεί οποτεδήποτε να την αποσύρει με γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

'Αρθρο 31

1. 'Ενα κράτος - Μέρος θα μπορεί να καταγγείλει αυτή τη σύμβαση με έγγραφη γνωστοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία της λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

2. Μία τέτοια καταγγελία δεν θα έχει ως αποτέλεσμα την απαλλαγή του κράτους - Μέρους από τις υποχρεώσεις του που απορρέουν απ' αυτή τη σύμβαση σχετικά με κάθε πράξη ή παράλειψη που συνέβη πριν από την ημερομηνία κατά την οποία θα αρχίσει να ισχύει η καταγγελία, ούτε η καταγγελία θα θίγει κατά κανένα τρόπο τη συνέχιση της εξέτασης κάθε θέματος για το οποίο έχει ήδη επιληφθεί η Επιτροπή πριν από την ημερομηνία κατά την οποία αρχίζει να ισχύει η καταγγελία.

3. Μετά τη ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία ενός κράτους - Μέρους αρχίζει να ισχύει, η Επιτροπή δεν αναλαμβάνει την εξέταση κανενός νέου θέματος που αναφέρεται σ' αυτό το κράτος.

'Αρθρο 32

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη - μέλη του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και όλα τα κράτη που θα έχουν υπογράψει αυτή τη σύμβαση ή θα έχουν προσχωρήσει σ' αυτή τα εξής:

α) Τις υπογραφές, τις επικυρώσεις και τις προσχωρήσεις που λαμβάνονται σε εφαρμογή των άρθρων 25 και 26.

β) Την ημερομηνία έναρξης ισχύος αυτής της σύμβασης σε εφαρμογή του άρθρου 27 και την ημερομηνία έναρξης ισχύος κάθε τροποποίησης σε εφαρμογή του άρθρου 29.

γ) Τις καταγγελίες που λαμβάνονται σε εφαρμογή του άρθρου 31.

'Αρθρο 33

1. Αυτή η σύμβαση, της οποίας το αραβικό, κινέζικο, αγγλικό, γαλλικό, ρωσσικό και ισπανικό κείμενο είναι εξίσου αυθεντικά, θα κατατεθεί στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα διαβιβάσει κυρωμένα αντίγραφα αυτής της σύμβασης σε όλα τα κράτη.

'Αρθρο δεύτερο

Οι ελληνικοί ποινικοί νόμοι εφαρμόζονται σε ημεδαπούς και αλλοδαπούς για κάθε έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο 4 της σύμβασης με τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 8 αυτής.

'Αρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της σύμβασης που κυρώνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 27 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 31 Μαΐου 1988

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ — **ΑΝΤΩΝ. ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 1 Ιουνίου 1988

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΑΜΕΜΝΩΝ ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ